

Marseille : géopolitique d'un micro-territoire

lundi 6 mars 2017, par [Jean-Charles ANTOINE](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Jean-Charles ANTOINE](#), **Marseille : géopolitique d'un micro-territoire**, *Diploweb.com* : *la revue géopolitique*, 6 mars 2017.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

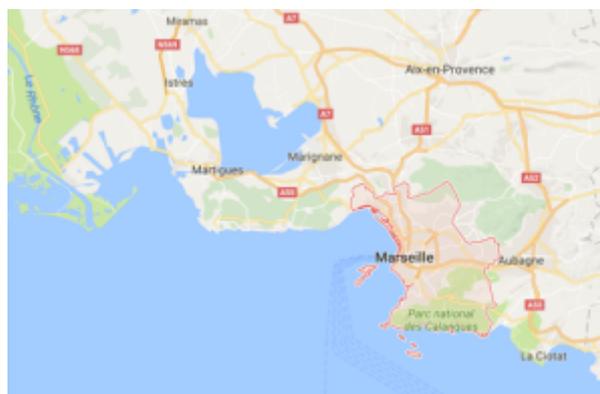
Dans le sud de la France, le micro-territoire de Marseille est un substrat géopolitique riche en rivalités et en rapports de forces, en luttes d'influence de tous ordres et défis toujours plus importants, à plusieurs échelles. Jean-Charles Antoine invite à une passionnante lecture géopolitique de la deuxième agglomération française.

La publication de cette étude sur le Diploweb.com s'inscrit dans le contexte du 9e Festival de Géopolitique de Grenoble, " Le pouvoir des villes », du 8 au 11 mars 2017. En effet, Jean-Charles Antoine y donne une conférence sur « La géopolitique des micro-territoires : le cas de Marseille ».

LA VILLE DE MARSEILLE est dotée dans l'esprit des Français, et parfois de populations extra-européennes la visitant ou l'observant à travers les médias, d'une image toute particulière. Tantôt considérée comme le territoire où le soleil brille toute l'année et où il fait bon vivre sous l'accent chantant de ses habitants, tantôt vue comme l'empire criminel par excellence, cette ville est réellement unique. Attachante, complexe et tellement difficile à appréhender ou à comprendre pour les non-Marseillais, cette ville se positionne sous les feux de nombreux rapports de forces internes et externes, qu'ils soient régionaux, nationaux ou internationaux.

Les rivalités et les luttes d'influence, qui règlent la vie des décideurs locaux, des projets de développement ou des criminels, mais plus généralement des habitants, sont le fruit des siècles passés tout autant que des ambitions actuelles de la ville et de ses acteurs. **Ces rapports de force sont-ils la marque des tiraillements entre ce que veut faire et ce que peut faire Marseille, entre ce que les dirigeants aimeraient mettre en place et ce que les opportunités concrètes favorisent ?**

C'est à la lumière de cette question centrale nécessitant des éclairages objectifs qu'il est important d'observer ces rivalités qui prennent corps depuis plus d'un siècle sur le territoire marseillais et ses abords directs, mais de manière plus lointaine à Paris ou de manière croissante sur toutes les rives de la mer Méditerranée. Considérons successivement une agglomération aux multiples rapports de forces régionaux (I), en rivalité complexe avec Paris capitale (II), et Marseille aux portes de la zone euro-méditerranéenne (III).



Carte de localisation de Marseille dans son environnement
google-map 2017

I. Une agglomération aux multiples rapports de forces régionaux

Depuis sa création environ six siècles avant JC par des colons grecs venus de Phocée [en Turquie actuelle](#) - offrant aujourd'hui à la ville le surnom souvent utilisé de *cité phocéenne* - Massalia devenue Massilia puis Marseille est résolument tournée vers l'horizon lointain, vers les autres rives de la mer Méditerranée, vers le commerce maritime, vers le Sud.

Dès la constitution de son tissu urbain, la ville de Marseille vit du mélange des cultures et des apports commerciaux nombreux qui en découlent. D'un point de vue géopolitique, ce point de départ est nécessairement à l'origine de rivalités entre certains pans de ces cultures et de rapports de forces amplifiées par des représentations contraires.

Contrairement à d'autres agglomérations, même proches géographiquement comme celle d'Aix-en-Provence où le développement urbain s'est opéré autour d'une vieille ville établie, Marseille a connu au fil des siècles une urbanisation parfois anarchique et désordonnée. Des petits villages aux abords de la ville ont été phagocytés par le développement marseillais mais ont conservé leur identité profonde.

C'est le cas notamment de L'Estaque - symbole de la formidable scène cinématographique du film *Marius* datant de 1931 pendant laquelle César lance le « *Tu me fends le cœur* » à Escartefigue. L'Estaque demeure, malgré les règlements de comptes sur fond de trafic de drogues ou de criminalité organisée depuis la décennie 1970, l'essence même de la cité phocéenne et de son identité chantante. Et un Marseillais considérera qu'une galaxie sépare L'Estaque et le Panier - quartier derrière le Vieux Port - ou encore La Plaine et les Calanques de Morgiu, car tel est le cas.



Marseille, créée environ six siècles avant J-C, deuxième ville de France

Sous le soleil méditerranéen, des rapports de forces de plusieurs types et à plusieurs échelles.
wikipedia

Marseille est donc ville de contrastes et de rapports de forces, soit d'un point de vue culturel, soit pour la maîtrise des territoires du crime. Durant tout le XIXème siècle, la ville ne connaît

qu'un taux de criminalité identique aux autres grandes agglomérations françaises et bien moins que le taux parisien. Ce n'est qu'à partir de l'entre-deux-guerres au XX^{ème} siècle, avec le développement dès l'année 1936 du **trafic d'armes** à destination du territoire espagnol faisant de Marseille la plaque tournante des filières pour approvisionner les combattants espagnols, que la criminalité organisée y organise ses quartiers.

La même année, les parrains Paul Carbone et François Spirito développent leur mainmise sur la ville par le truchement de **la contrebande alimentaire** afin de contourner les embargos transalpins. La dynamique est lancée et la Seconde Guerre mondiale ne fera qu'amplifier ce mouvement. En effet, **afin de permettre l'opération Anvil Dragoon du débarquement en Provence le 15 août 1944, la criminalité organisée locale a été sollicitée et a su tirer profit du besoin de coordination des forces de résistance** face aux troupes allemandes pour s'insérer durablement dans la gestion de la cité.

La période des Trente Glorieuses et la fin du XX^{ème} siècle n'ont alors été qu'un aboutissement criminel avec l'émergence de la « *French Connection* » et la lente mais efficace multiplication des territoires de **la drogue** dans les cités marseillaises à partir de la décennie 1990.

Durant toute la première partie du XXI^{ème} siècle, avec un engrenage qui ne cesse de se mettre en place jusqu'à nos jours, les rapports de forces pour maîtriser la ville, un quartier, un micro-territoire voire une entrée d'immeuble, n'ont cessé de croître. Cette expansion des rivalités internes à l'agglomération s'est de plus appuyée sur une disponibilité en **armes de guerre** dès l'année 1995 lors de [la fin de la guerre en Bosnie-Herzégovine \(ex-Yougoslavie\)](#). [Des fusils d'assaut](#) sont devenus disponibles dans [les territoires](#) balkaniques tandis que le besoin devenait exponentiel à Marseille et à ses abords.

Par conséquent, alors que deux ou trois parrains se faisaient la guerre entre eux par le biais souvent de leurs lieutenants durant plus de cinquante années, **la décennie 1990** a vu l'extinction progressive des clans corso-marseillais - assassinats, incarcérations, refus par les fils de demeurer à Marseille et préférant s'exporter à Paris, à New York ou Miami - au profit de familles d'origine maghrébine ou gitans. La superposition des trois types d'[acteurs criminels de haut vol](#), tantôt partenaires, tantôt adversaires, a ainsi créé une sorte de « **chaudron criminel** » dans lequel les rivalités ne cessent de bouillir en permanence et débordent jusqu'aux extérieurs de la ville.

En effet, le crime s'exporte de plus en plus en dehors des murs de la cité phocéenne. Le territoire de l'étang de Berre à l'ouest de Marseille est touché, tout comme le Var voisin ou encore les Alpes de Haute Provence où des familles désirent également profiter du gâteau criminel faramineux que représente le trafic de drogues. A ce titre, l'avenir de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), dans ce cadre des rivalités criminelles internes, ne semble pas près de s'améliorer.

Des rivalités héritées d'autres territoires non européens (Tchéchénie, Géorgie, Arménie, [Russie](#), Colombie pour le trafic de cocaïne, Comores), fruit de souffrances et de représentations héritées des territoires délaissés, sont venues ajouter à cet imbroglio géopolitique unique posé sur une géographie parfois difficile à maîtriser.

Un autre pan des rapports de forces sur le territoire régional en général et marseillais en

particulier concerne la gestion politico-administrative du territoire. Alors que Marseille, ville où la plus grande zone d'activité commerciale n'est pas installée dans la ville elle-même mais à 18 kilomètres en grande partie sur la commune des Pennes-Mirabeau – alors que les autres grandes agglomérations françaises la développent en leur sein – demeure le poumon de l'activité politique locale, les communes avoisinantes se sont en grande majorité opposées à la création de la métropole Aix-Marseille Provence décidée à Paris.

En 1966, le maire de Marseille Gaston Defferre avait refusé l'idée d'un Grand Marseille. Il faut attendre 1992 pour qu'une communauté de communes soit créée autour de Marseille. Dès le début du projet, les villes d'Aix-en-Provence et d'Aubagne se sont opposées à l'idée. La cité aixoise développe des représentations et une culture plus tournée vers la vallée de la Durance tandis qu'Aubagne joue la carte de l'identité différenciée, créant toutes deux leurs propres intercommunalités.

Le feuilleton métropolitain a connu d'innombrables épisodes durant la décennie 2000. De nombreux Marseillais désirent regrouper autour d'eux les communes du département afin de bénéficier de projets globaux que l'endettement de la ville ne permettra probablement plus de financer à l'avenir. Les petites communes des Bouches-du-Rhône refusent alors de devoir payer les dettes marseillaises tout en voyant les prérogatives des Maires disparaître au profit d'un « millefeuille administratif » où tout serait décidé à Marseille.

Or, dans les représentations populaires locales, Aix-en-Provence n'est pas Marseille, Aubagne n'est pas Marseille, Berre l'Etang n'est pas Marseille, Istres n'est pas Marseille et Salon-de-Provence non plus. Des **rivalités et rapports de forces** se créent par conséquent entre certains élus pro-métropole et d'autres anti-métropole, tout comme se creusent des écarts entre des Maires et leurs administrés sur des points d'organisation comme l'urbanisme, la gestion des déchets, l'éducation ou encore les transports.

Mais les abords territoriaux de Marseille, et en première ligne les communes du département, peuvent-elles réellement se passer du poids administratif et politique de la cité phocéenne dans le cadre des politiques d'emploi, de gestion des établissements scolaires ou de rayonnement culturel et d'attractivité économique ?

[Paris capitale](#) a tranché et a décidé que la métropole devait se réaliser, amplifiant une autre rivalité séculaire qui l'oppose de différentes manières aux habitants des Bouches-du-Rhône.

II. Une rivalité complexe avec Paris capitale

La rivalité traditionnelle connue de tous les Français, et principalement des amateurs de football, positionne Marseille comme l'exact rival et opposant de Paris en tant que ville capitale nationale, Paris centre décisionnaire, Paris l'anti-Marseille.

Dans les Bouches-du-Rhône, les habitants des communes non marseillaises ne se considèrent absolument pas comme des Marseillais. Certaines, comme la ville d'Aix-en-Provence, se sentent plus attirées par le territoire de la vallée de la Durance que vers les calanques marseillaises. Mais face à Paris, il est très courant que les habitants bucco-rhodaniens optent pour le choix local plutôt que de suivre la décision parisienne, considérée comme si lointaine, si hautaine, si inadaptée à leurs besoins, si « parisienne ». Paris peut donc apparaître comme

le « monstre » lointain qui fait peur et qui désire déployer sans cesse ses ailes sur la cité phocéenne afin de l'empêcher de s'exprimer.

Prenons l'exemple du feuilleton politique lié à la création de la métropole Aix-Marseille Provence. Alors que la plupart des Maires des Bouches-du-Rhône s'opposaient à la création de la métropole soutenue par le Maire de Marseille Jean-Claude Gaudin, des élus ont décidé de manifester en groupe le 21 décembre 2012 devant le Parc des Expositions à Marseille pour l'arrivée de Marylise Lebranchu alors ministre de la Décentralisation en faisant fi de leurs orientations et familles politiques respectives. La majorité des élus non marseillais refusaient la métropole, étaient en rivalité claire avec certains élus marseillais, mais refusaient surtout que la décision soit prise par les instances publiques parisiennes.

Alors que 109 maires sur 119 appelaient en 2013 au boycott du projet de métropole, les rivalités internes aux Bouches-du-Rhône parvenaient à s'estomper sur cette thématique cristallisante au point de voir régulièrement le député-maire de Martigues, Gaby Charroux (Parti Communiste Français), manifester en tenant le bras à Maryse Joissains-Masini, maire d'Aix-en-Provence et membre du parti Les Républicains.

Les revendications de ces 109 maires portaient alors principalement sur le refus catégorique de globaliser les ressources financières entre la communauté urbaine marseillaise et les autres intercommunalités avoisinantes d'une part, mais également l'angoisse de voir se développer une hégémonie territoriale par la ville de Marseille. Or, cette hégémonie ne peut que se constater d'un point de vue démographique et politique. A cette suprématie de fait, les maires des Bouches-du-Rhône opposaient des hégémonies économiques et financières, souvent matinales de problématiques foncières locales dans l'obtention de permis de construire.

Concrètement, au-delà du refus par les Maires de voir disparaître leurs pouvoirs de police, ces derniers, poussés par leurs administrés, voyaient dans la mise en place de la métropole Aix-Marseille Provence une future gestion des permis de construire qui passerait obligatoirement par la métropole. Ces permis de construire seraient par conséquent délivrés dans des temps fatalement plus longs et suivant des processus compliqués. Les rivalités axées sur la gestion des micro-territoires au sens premier du terme sont donc au cœur même de la géopolitique interne du département des Bouches-du-Rhône et des représentations des populations et de leurs élus.

Paradoxalement, dans une sorte de **jeu de billard à plusieurs bandes**, les paramètres géopolitiques marseillais se sont complexifiés sur la thématique métropolitaine, fruit de la loi de décentralisation de 1982 et jusqu'en 2017. L'administration politique marseillaise, politiquement ancrée à droite sous la bannière de Jean-Claude Gaudin, s'oppose à d'autres élus issus de toutes classes et familles politiques confondues, mais s'appuie sur une administration politique nationale ancrée politiquement à gauche sous le gouvernement de Manuel Valls, afin de concrétiser la métropole. Petit à petit, les préférences politiques disparaissent au profit des préférences territoriales et face à la peur croissante qu'inspire cette métropole toute-puissante.

La sénatrice Samia Ghali, opposante de Jean-Claude Gaudin à Marseille, ne se positionne ni comme une opposante à la métropole ni totalement favorable au projet dans la manière de faire passer la loi au forceps par le gouvernement, est un exemple de l'embarras et de

l'imbroglia de rivalités que connaît la cité phocéenne sur cette thématique.

A l'échelle nationale, cette opposition pourrait se comprendre aisément : le Maire de Marseille désire la métropole pour permettre des investissements financiers dans sa ville et **asseoir sa suprématie territoriale** malgré les farouches oppositions locales. Pour ce faire, il se fonde en partie sur l'appui des instances politiques gouvernementales à Paris, la ville considérée par certains Marseillais comme « l'adversaire » séculaire.

Cette représentation de Paris comme ville adversaire peut remonter en partie au XVIème siècle. Durant la période sombre des guerres de religion, Marseille devient petit à petit une ville hôte pour des réfugiés et des nantis. Refusant les évolutions fiscales décidées à Paris, la population marseillaise développe une vision de plus en plus contestataire face au pouvoir royal, à tel point qu'à la fin du XVIe siècle des troupes royales se préparent pour un siège de la ville devant ses remparts. Marseille plie mais conserve son esprit contestataire jusqu'en 1652, date à laquelle la Fronde sous la minorité du jeune Louis XIV atteint son apogée dans le sud de la France, où des représentants royaux censés faire appliquer les taxes régionales, sont massacrés.

Louis XIV décide alors en 1660 une occupation militaire permanente à Marseille afin de réduire la population au silence et à l'obéissance. **Depuis cette date, les Parisiens sont considérés et représentés comme des potentiels occupants et des décideurs lointains dont il est nécessaire de se méfier.**

Marseille s'oppose de manière régulière à Paris, au centre décisionnaire de la capitale française, mais donne l'impression de ne pas pouvoir réellement se passer de cette relation ambivalente mais apparemment complémentaire entre les deux premières villes de France...

Pour autant, Marseille a besoin de Paris, y compris dans ses décisions politiques et économiques. Juguler la délinquance marseillaise ne peut passer outre l'appui des directions générales successives de la police nationale ou de la gendarmerie nationale. Et de la même manière, le développement de la région marseillaise au sens large ne peut aboutir sans décisions centrales.

La décision de créer le Commissariat à l'Energie Atomique et de l'implanter à Cadarache est prise par Paris en 1959. Les décisions d'installation du Centre d'Etude Technique de l'Equipement à Aix-en-Provence et du Schéma d'Aménagement de la Métropole Marseillaise sont également prises par Paris en 1969. La création de la zone d'industrialisation portuaire à Fos-sur-Mer remonte au début de la décennie 1970 par un choix parisien, tout comme la création du Syndicat d'Agglomération Nouvelle de l'Etang de Berre en 1972.

Euromed en 1995, les travaux d'infrastructure des lignes TGV (le trajet Marseille-Paris s'effectue de nos jours en 3 h 30 en TGV alors que le trajet Toulouse-Paris nécessite entre 5 h 30 et 6 h 45 de temps de trajet), LGV et d'ITER en région Provence-Alpes-Côte d'Azur ou encore la délocalisation du Centre d'Etudes sur les Qualifications et de l'Institut de Recherche pour le Développement, sont des choix parisiens. Et pour finir, le soutien parisien aux

événements culturels d'ampleur de Marseille Provence 2013 a favorisé de manière significative la réussite de l'organisation.

Marseille s'oppose par conséquent de manière régulière à Paris, au centre décisionnaire de la capitale française, mais **donne l'impression de ne pas pouvoir réellement se passer de cette relation ambivalente mais apparemment complémentaire entre les deux premières villes de France**, alors que Marseille possède toutes les qualités pour orienter son prestige et sa puissance territoriale vers la zone euro-méditerranéenne.

III. Marseille aux portes de la zone euro-méditerranéenne

Le positionnement géographique de la cité phocéenne fait de Marseille une place forte tournée vers les autres rives de la zone euro-méditerranéenne, une sorte de « phare » de la Méditerranée.

La géographie est favorable aux Marseillais grâce à son ouverture vers la *Mare Nostrum*, comme l'exprimaient les Romains. L'implantation initiale de la commune en est la preuve la plus probante car les marchands phocéens avaient choisi son emplacement pour optimiser leur commerce maritime. Croisement de plusieurs cultures importées par les différentes vagues migratoires, ponctuelles ou permanentes, le territoire marseillais possède toutes les qualités pour rayonner sur toutes les rives de la mer Méditerranée.

Toutefois, la duplicité géopolitique de Marseille donne l'impression à ses observateurs de ne pas réellement savoir comment tirer profit de cet état de fait. D'un point de vue régional, Marseille demeure parfois une énigme, à tel point que des universitaires locaux ont récemment lancé l'idée de s'intéresser à la « *Marseillologie* ».



Marseille...84e port mondial pour les conteneurs, très loin derrière les grands ports chinois

Depuis les années 1950, le conteneur est devenu un levier de la mondialisation, notamment par la maritimisation, mais aussi les transports ferroviaires et routiers.

wikipedia

[Marseille a toujours brillé sur l'ensemble de la *Mare Nostrum* en conservant la place de port principal mais est désormais devenu le 84ème port mondial pour les conteneurs et 11ème port européen.](#) Pour la plupart des armateurs européens, le port de Marseille est devenu **un simple port de distribution régionale**, et doit faire face à la prépondérance croissante des

ports de Gioia Tauro dans le sud de l'Italie, de Barcelone, de Malte ou de Gênes.

Les récentes décisions de faire rayonner la cité phocéenne au travers du Centre de Marseille d'Intégration en Méditerranée (CMIM) dans le magnifique bâtiment de la villa Valmer à Marseille inauguré en 2009 ou de la construction du Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MUCEM) inauguré le 7 juin 2013, sont des outils peu reconnus internationalement à l'heure actuelle. Le CMIM a pour vocation, en partenariat avec les autres pays de la Méditerranée, et selon la Banque Européenne d'Investissement, à devenir « *une plate-forme pour des institutions publiques et indépendantes de la région afin de discuter de ces défis, d'apprendre des expériences de chacun et de renforcer les capacités locales, nationales et régionales* ». Ses compétences portent sur l'emploi des jeunes, les différentes formes de développement et d'évolution logistique des transports et enfin l'innovation y compris technologique, mais son champ d'application n'est pour l'heure que très peu connu des Marseillais eux-mêmes.

Dans ce cadre, avec une vision plus politique, l'eurodéputé Renaud Muselier avait porté le projet d'un Grand Marseille, capable de rivaliser avec le Grand Barcelone, en intégrant les territoires urbains jusqu'à Arles, Avignon et Toulon, afin d'apporter à ce super-territoire régional une cohérence et une forte attractivité.

L'innovation entrepreneuriale fait également partie des aspects que Marseille tente de développer à l'échelle régionale. Mais là encore, les pôles de compétitivité de l'Arbois sur les hauteurs de Aix-en-Provence, dont une succursale est implantée à Nice, semblent rivaliser avec ceux de la cité phocéenne et ne permettent pas à la pépinière d'entreprise de Marseille Innovation, créée en 1996 par Christian Rey pour favoriser l'implantation et le développement des *start-ups* locales, de sortir réellement du lot sur l'ensemble de la zone euro-méditerranéenne.

Il est indéniable que la ville de Marseille lance un nombre conséquent de projets pour les *start-ups*, les Très Petites Entreprises et les PME locales. Mais contrairement à l'image que Barcelone sait renvoyer à l'échelle européenne au sujet du développement des tissus entrepreneuriaux, **le prestige de Marseille reste à ce stade limité.**

Il devient possible de se poser la question de savoir si l'identité de Marseille et des Marseillais ne consiste simplement pas à vivre de ces rivalités et de ces rapports de forces au quotidien, non comme un goût pour les conflits, mais comme une manière d'appréhender le partage, la communication, l'enrichissement humain...

Car le problème de la population marseillaise est peut-être simplement identitaire, mais à différentes échelles. Ville française mais historiquement frondeuse, Marseille s'oppose régulièrement à Paris mais ne peut pas se détacher définitivement des centres décisionnaires nationaux comme le feraient des capitales de *Länder* allemands. Marseille s'oppose ou se sent opposée aux communes avoisinantes mais ne peut réduire son endettement et financer de nouveaux projets d'avenir sans leur soutien, au risque d'accroître encore son niveau d'endettement. Marseille est la deuxième ville de [France](#) mais **ne produit**

proportionnellement pas autant de richesses que les autres métropoles françaises au sein de leurs propres métropoles d'équilibre. Marseille se sent méditerranéenne, riche des cultures multiples qui la composent depuis des millénaires, mais **ne parvient pas toujours à les intégrer dans des plans d'urbanisme efficaces et durables**, provoquant ainsi des rivalités amplifiées entre communautés. Marseille, cette ville présentée de manière anthropomorphique et parfois mythique, alors que son tissu urbain ne présente pas tous les aspects d'une ville classique, fait peur et attire à la fois, tant en France qu'à l'étranger.

Sur les autres rives de la Méditerranée, arriver à Marseille comme le firent de très nombreux Corses au XIXème siècle et au début du XXème siècle, apparaît comme une réussite ou le bout d'un tunnel aventureux. Pour d'autres, les rues de Marseille, du Vieux Port au Panier, et du Prado à la Castellane, ressemblerait à un parcours du combattant où des fusils de type Kalachnikov seraient cachés à chaque coin de rue, alors qu'il n'en est rien. La délinquance y existe certes, mais **Marseille n'est ni le Chicago de la Prohibition, ni [l'enfer des favelas de Rio de Janeiro](#)**.

Au nord de Marseille, la représentation classique consiste à considérer Marseille comme une cité remplie d'habitants peu enclins à travailler, alors que de l'autre côté de la Méditerranée le port de Marseille représente l'arrivée sur le continent européen, donc souvent une sorte de renouveau humain. Cette double représentation, cette double image véhiculée par les non Marseillais - image sur laquelle certains Marseillais jouent parfois, il faut le reconnaître - dessert la cité phocéenne et son développement à long terme.

Il en devient possible de se poser la question de savoir si l'identité de Marseille et des Marseillais ne consiste simplement pas à vivre de ces rivalités et de ces rapports de forces au quotidien, non comme un goût pour les conflits, mais comme une manière d'appréhender le partage, la communication, l'enrichissement humain, quitte à pousser cette approche à son paroxysme au travers de la violence armée, qu'il n'y a pas lieu d'excuser ou de valider au travers de ces lignes.

Un autre défi ou enjeu de taille que devra relever Marseille et ses environs sera celui des migrants venus d'[Afrique](#) en traversant la mer Méditerranée. Les paramètres géopolitiques sur les territoires de la partie nord du continent africain sont tels, que ces vagues migratoires successives par bateaux depuis 2011 risquent de ne pas cesser dans un avenir proche. L'espoir de trouver un futur meilleur, mêlé à des filières puissantes d'immigration clandestine, sont des moteurs efficaces pour amplifier ces arrivées souvent mortelles de migrants, dont de très nombreux disparaissent en pleine traversée.

Mais ces vagues ne sont qu'un des pans de l'immigration régulière qu'a connue la cité phocéenne depuis sa création, et que la ville a su globalement gérer au fil des siècles. Désormais, les choix politiques des segments de population au cœur de Marseille sont dictés ou influencés par les informations véhiculées par les médias et les lanceurs d'alerte toujours plus nombreux et par les réseaux sociaux. L'administration marseillaise, et régionale plus largement, devra relever à la fois le défi de l'intégration pour certains migrants, mais également celui de la peur engendrée chez certains habitants. [Car la mondialisation ne préservera pas la cité phocéenne dont l'emplacement géographique demeurera toujours favorable aux migrations de populations, mais également logiquement au commerce.](#)

*

Le micro-territoire marseillais est unique. Il suffit de résider quelques temps dans cette ville ou ses abords pour sentir à la fois son unicité mais également les ruptures géographique, urbaine et sociale qui caractérisent son territoire dès que l'on quitte le Vieux Port ou les faubourgs de l'agglomération.

La mentalité marseillaise est également unique, l'accent y est unique et évolutif selon les quartiers de la ville. Tous les Marseillais ne constituent donc pas un segment de population homogène et prévisible. Cultivant l'indépendance d'esprit et parfois l'esprit frondeur, les Marseillais ou les migrants pendulaires qui viennent y travailler la journée en se repérant par rapport à la tour CMA-CGM qui surplombe l'entrée septentrionale de l'agglomération par l'autoroute A55, ne se posent pas la question du statut géopolitique de leur ville. Mais ils le vivent quotidiennement sous la protection de la Bonne Mère de Notre-Dame-de-la-Garde.

Le micro-territoire de Marseille est finalement un substrat géopolitique riche en rivalités et en rapports de forces, en luttes d'influence de tous ordres et défis toujours plus importants. Mais les Marseillais, et les populations de la région qui s'opposent également à Paris, se rassemblent souvent autour d'un même symbole qui porte l'esprit marseillais, l'Olympique de Marseille.

Mais là encore, le club de football de l'OM est un sujet géopolitique à lui tout seul et les Marseillais ne tarissent pas de commentaires à son sujet, au point de donner l'impression qu'à Marseille, tout est pleinement et en permanence géopolitique, sans même le savoir...

Copyright Mars 2017-Antoine/Diploweb.

P.-S.

Ancien officier supérieur de gendarmerie, certifié HEC Paris, et docteur en géopolitique de l'Institut Français de Géopolitique Paris VIII. Il a fondé et dirige la société Arkaliz de conseil en géopolitique pour les dirigeants publics et privés, et la société Citypol d'audits sécuritaires pour les communes.